



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe raffinage pétrochimie

Le Havre, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/12/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIGALNOR
Route du Hoc
76700 GONFREVILLE L ORCHER

Références : 20221219_VI_SIGALNOR

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/12/2022 dans l'établissement SIGALNOR implanté Route du Hoc 76700 GONFREVILLE L ORCHER. L'inspection a été annoncée le 14/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIGALNOR
- Route du Hoc 76700 GONFREVILLE L ORCHER
- Code AIOT : 0005800338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SIGALNOR exploite un centre emplisseur de GPL sur la commune de Gonfreville l'Orcher, dont les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 janvier 2005 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Entretien des installations électriques et des moyens d'intervention

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à transmettre une lettre de suite préfectorale ou à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 7.3.3	/	Sans objet
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 7.7.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformités majeures sur les prescriptions contrôlées. L'inspection demande toutefois à l'exploitant des compléments sur deux points sous un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification de conformité de ses installations électrique. Ce rapport fait suite à l'intervention de l'APAVE réalisée du 29 novembre 2022 au 1er décembre 2022. Ce rapport met en évidence seize observations, dont onze avaient déjà été identifiées lors des contrôles précédents. L'exploitant a également présenté à l'inspection son certificat Q18 du 1 ^{er} décembre 2022. L'exploitant indique qu'une intervention de son prestataire a été réalisée le 5 décembre 2022 pour lever les observations mises en évidence lors du contrôle de l'APAVE. Suite à cette intervention, l'exploitant déclare que treize observations ont été soldées et qu'ainsi seules 3 observations restent à lever. Sur le terrain, l'inspection a vérifié par sondage que les observations déclarées levées par l'exploitant suite à l'intervention du 5/12/2022, avaient bien été levées. Les trois observations résiduelles portent respectivement sur un câble d'alimentation, une entrée de câble et une boîte de raccordement en mauvais état. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre, sous un délai ne dépassant pas un mois, les justificatifs de la levée de ces 3 observations résiduelles ou un planning prévisionnel de travaux.
Observations : L'exploitant indique qu'une campagne de remplacement de l'éclairage ATEX du site est programmée en 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/01/2005, article 7.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les moyens d'intervention de l'établissement sont décrits au chapitre 5 du document POI du centre-employeur (version 6 mise à jour en novembre 2021) L'exploitant a présenté à l'inspection les registres d'entretien de ces moyens d'intervention. Un des poteaux incendie mentionné dans le registre ne fait plus l'objet de contrôles. L'exploitant précise qu'il s'agit du poteau incendie qui était précédemment situé au nord du site, et que ce poteau incendie a été supprimé. En effet, ce poteau était situé à proximité de la sphère de 1000 m3 de butane du site. Or cette sphère a été mise à l'arrêt au premier semestre 2021, puis démantelée. L'inspection constate que les treize fiches réflexes en annexe du document POI décrivent les moyens mobiles à mettre en place par l'équipe d'intervention, en décrivant leur disposition à l'aide de plans. Dans la dernière version de ce document POI, mis à jour après l'arrêt de la sphère, aucune fiche réflexe ne prévoit l'utilisation du poteau incendie nord. La suppression de ce poteau incendie suite au démantèlement de la sphère n'appelle donc pas de remarques. Toutefois, l'inspection constate que le plan du réseau incendie en page 16 du document POI n'a pas été mis à jour pour mentionner cette modification du réseau incendie, et que le poteau incendie nord y reste représenté. En conséquence, sous un délai n'excédant pas un mois, l'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour le plan de son réseau incendie et d'en transmettre une copie à l'inspection. Les registres d'entretien des moyens d'intervention n'appellent globalement pas d'autres remarques. Sur le terrain, l'inspection a vérifié par sondage le bon état, le repérage et l'accessibilité des équipements.
Type de suites proposées : Sans suite